

AKTUELL

NOUVEAU GOUVERNEMENT

Luc Frieden commence par raser gratis

Fabien Grasser

Le CSV et le DP ont officiellement signé l'accord de coalition, jeudi 16 novembre. Le nouveau gouvernement, de 15 membres, s'appuie sur un programme négocié au pas de charge ces cinq dernières semaines. Il met en évidence la convergence de vues entre les deux partis, pour lesquels la croissance reste le graal absolu.

Une baisse d'impôt pour tout le monde dès janvier prochain ! Pourquoi boudier son plaisir quand on a une bonne nouvelle à annoncer ? Ce jeudi 16 novembre, Luc Frieden a débuté la présentation des grands points de l'accord de coalition en indiquant que le barème d'imposition sera adapté le 1er janvier à quatre tranches indiciaires. « Cela va améliorer le pouvoir d'achat », s'est réjoui le futur premier ministre chrétien-social. Une bonne manière d'insister sur le fait que le pouvoir d'achat et la lutte contre la pauvreté figurent parmi les priorités de son futur gouvernement. Ou encore de dire que l'austérité n'est pas à l'ordre du jour du programme de coalition. Quoi de mieux aussi pour saluer dans la bonne humeur la signature, quelques instants plus tôt, de l'accord de coalition qu'il a paraphé aux côtés de Xavier Bettel pour le DP et de Claude Wiseler pour le CSV ?

La cérémonie, qui s'est déroulée au ministère d'État en présence des médias, a mis un terme à cinq semaines de négociations entre le parti chrétien-social et le parti libéral, vainqueurs des législatives du 8 octobre. Une nouvelle fois, Luc Frieden a dit ce qu'il répète à satiété depuis des semaines : « Les discussions se sont déroulées de façon très constructive, sans que l'un essaie de prendre le dessus sur l'autre, c'est un travail commun. » Pour gouverner, il a choisi une équipe resserrée de quinze ministres (lire ci-contre), sans secrétaire d'État. Les attributions restent plutôt classiques, alors que, ces dernières semaines, les bruits de couloirs évoquaient des « superministères » aux compétences élargies, avec par exemple un ministère du Logement intégrant des prérogatives de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire. Pas de révolution copernicienne donc, le nouveau chef du gouvernement de droite plaidant pour un travail transversal accru entre ministères.

L'attribution du Logement à Claude Meisch, en parallèle à l'Éducation nationale, qu'il occupait déjà, suscite

une première polémique, d'aucuns, à l'image du pirate Sven Clement, se demandant comment le ministre libéral pourra mener de front ces deux dossiers prioritaires, voire d'une urgence absolue concernant le logement. Luc Frieden a livré quelques pistes sur ce dernier point, essentiellement des mesures fiscales incitatives (dont une baisse d'impôts sur les plus-values) et d'allègement des procédures, notamment environnementales.

Proportionnalité pour l'environnement

En ce qui concerne précisément l'environnement et le climat, le nouveau chef de gouvernement promet « un changement de paradigme ». Pour Luc Frieden, il faut « de l'efficacité et de la proportionnalité dans la politique environnementale ». Il entend ainsi faciliter les procédures pour la construction d'éoliennes ainsi que de pistes cyclables et voit dans l'investissement massif dans le photovoltaïque (y compris pour les particuliers) la meilleure façon d'assurer la transition vers des énergies renouvelables, afin de lutter contre le changement climatique. Mais, a-t-il aussi dit, « nous voulons que la politique environnementale, très importante pour notre gouvernement, ne bloque pas la construction »... Autrement dit, il y a des priorités avant l'environnement. De façon générale, Luc Frieden, approuvé en cela par Xavier Bettel, entend mener une politique environnementale avec l'adhésion de la population et non contre elle.

Lorsqu'on lui pose à nouveau la question du financement de toutes ces mesures, notamment fiscales, Luc Frieden répète le mantra qui est le sien depuis la campagne électorale : « Si on veut une politique sociale et environnementale forte, il faut une activité économique forte, génératrice de croissance et donc de recettes fiscales. » L'économie est au centre de la stratégie, et le monde de l'entreprise est particulièrement choyé. Il pourra compter, là encore, sur des rabais fiscaux, mais aussi des mesures pour renforcer la compétitivité, en particulier de la place financière, afin de la rendre plus attractive que d'autres centres financiers... Autant dire que sur la place accordée à l'entreprise privée, la convergence de vues avec le DP et son représentant Xavier Bettel est totale. D'où un accord de coalition vite bouclé.

SHORT NEWS

Nouveau gouvernement : et les gagnants sont...

(fg) – Le nouveau gouvernement, dont la composition a fuité mercredi 15 novembre au soir, est composé de 15 ministres, contre 17 dans l'équipe sortante, 8 portefeuilles revenant au CSV et 7 au DP. Avec seulement cinq postes occupés par des femmes, la parité est, une nouvelle fois, loin d'être atteinte. Les ministres CSV sont Luc Frieden, premier ministre ; Gilles Roth, ministre des Finances ; Martine Hansen, ministre de l'Agriculture et de la Viticulture ainsi que de la Protection des consommateurs ; Léon Gloden, ministre de l'Intérieur (dont la police) ; Elisabeth Margue, ministre de la Justice, des Relations avec le parlement ainsi que des Médias et de la Communication ; Georges Mischo, ministre du Travail et des Sports ; Serge Wilmes, ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité ainsi que de la Fonction publique ; Martine Deprez, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. Les ministres DP sont Xavier Bettel, ministre des Affaires étrangères et européenne, du Commerce extérieur, de la Coopération et de la Grande Région ; Yuriko Backes, ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité, ministre de la Mobilité et des Travaux publics et ministre de la Défense ; Max Hahn, ministre de l'Intégration et de l'Accueil ; Claude Meisch, ministre de l'Éducation et ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire ; Lex Delles, ministre de l'Économie, ministre de l'Énergie, ministres des PME et du Tourisme ; Éric Thill, ministre de la Culture et ministre délégué au Tourisme ; Stéphanie Obertin, ministre de la Digitalisation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Orange Week 2023

(ja) – Im Jahr 2022 wurden 1.489 Fälle von häuslicher Gewalt gemeldet, 983 Mal musste die Polizei einschreiten – eine Steigerung von über sieben Prozent im Vergleich zum Vorjahr. Um auf die anhaltende Problematik aufmerksam zu machen, ruft der Conseil national des femmes au Luxembourg jährlich zu den Aktionswochen „Orange Week“ auf. In diesem Jahr starten sie am 21. November mit einer Soirée de lancement im Mamer Schloss. Bis Ende Dezember folgen zahlreiche Veranstaltungen, Sensibilisierungskampagnen, Weiterbildungen, Symbolaktionen und Ausstellungen. Zu den Highlights gehört die Ausstellung „Derrière les chiffres“ in Esch/Alzette sowie die Marche de solidarité am 25. November in Ettelbrück. Am 27. November wird im Ciné Ariston der Film „Je vous salue salope. La misogynie au temps du numérique“ mit anschließendem Rundtischgespräch (moderiert von woxx-Journalistin Isabel Spigarelli) gezeigt; am darauffolgenden Tag findet im Düdelinger Hall polyvalent ein Informationsabend mit dem Titel „Letz say no to violence against women at work“ statt. Nicht entgehen lassen sollte man sich zudem das Rundtischgespräch „Violence domestique - le regard sur les enfants“, das am 29. in Düdelingen stattfindet. Wer sich an der Orange Week beteiligen möchte, sich eine lange Anfahrt jedoch ersparen möchte – immerhin findet abgesehen von der Marche keine Veranstaltung oder Aktion nördlich oder östlich von Luxemburg Stadt statt – wird im Programm ebenfalls fündig: So bietet die Plattform Jif am 28. November ab 18.30 Uhr das Webinar „Les outils de lutte contre les violences“ an. Das gesamte Programm ist auf cnfl.lu nachzulesen.

EU-Renaturierungsgesetz: Wieder auf Kurs

(mes) – Nach monatelangen Verhandlungen einigten sich das Europäische Parlament, der Rat sowie die Kommission am 9. November auf einen Kompromiss. Das Ergebnis: Das von rechtskonservativen und rechtsextremen Parteien scharf kritisierte EU-Renaturierungsgesetz ist weiter auf dem Instanzenweg. Als Teil des Europäischen Green Deals soll der neue Rechtsrahmen Maßnahmen zur Wiederherstellung der natürlichen Ökosysteme in den EU-Mitgliedstaaten einführen. Bis 2050 sollen so 90 Prozent der natürlichen Lebensräume in der EU wiederhergestellt werden. Dadurch soll nicht nur dem laufenden Artensterben entgegengesteuert, sondern auch Landwirt*innen durch die Verbesserung der Artenvielfalt und der Agrarböden geholfen werden. Bis Ende dieses Jahrzehnts sollen die EU-Mitgliedstaaten immerhin 20 Prozent der degradierten Land- und Meeresflächen wiederherstellen und schützen. Dies entspricht jedoch nicht dem 30 Prozent-Ziel, zu dem sich die EU letztes Jahr auf der internationalen Biodiversitätskonferenz in Montreal verpflichtet hatte. Das weniger ehrgeizige Ziel ist auf mehrere Abschwächungen des Gesetzes zurückzuführen, die schon im vergangenen Juli von rechten Parteien in den Parlamentsverhandlungen gefordert wurden. Dabei sei das Gesetz eine „Voraussetzung für das Erreichen der EU-Klima- und Artenschutzziele“, so Tilly Metz in einem Preseschreiben am Freitag. Am 29. November soll der Umweltausschuss des Europaparlaments über das Verhandlungsergebnis abstimmen, bevor die endgültige Abstimmung im Parlament Anfang 2024 stattfinden wird.